

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

COMITÉ CONSULTATIF



NATIONS UNIES



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

QU'EST-CE QUE LE COMITÉ CONSULTATIF DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME ?

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme a été créé par la résolution 5/1 du Conseil pour faire fonction de groupe de réflexion attaché au Conseil et travailler sous sa direction. Le Comité a tenu sa première réunion en août 2008. Il se réunit deux fois par an, une semaine en février et une semaine en août.



MANDAT ET ATTRIBUTIONS

Le Comité consultatif fournit des services d'experts au Conseil selon les modalités définies par celui-ci. Il s'attache essentiellement à mener des études et rendre des avis étayés par des recherches.

Le Comité peut aussi faire, dans le cadre des travaux assignés par le Conseil, pour examen et approbation par celui-ci, des propositions de recherche orientées vers la mise en œuvre et limitées aux questions thématiques entrant dans le mandat du Conseil, c'est-à-dire la promotion et la protection de tous les droits de l'homme.

QUALITÉ DE MEMBRE

Le Comité est composé de 18 experts indépendants issus de différents milieux professionnels et représentant les diverses régions du monde. Ces experts sont proposés par les gouvernements et élus par le Conseil, normalement à sa session de septembre.

Les membres du Comité siègent à titre individuel pour des périodes de trois ans et ne sont rééligibles qu'une fois. Leur mandat commence le 1er octobre de l'année de leur élection.

QUESTIONS THÉMATIQUES

Le Comité consultatif a été chargé par le Conseil des droits de l'homme d'effectuer des recherches et des études sur un certain nombre de questions.

SITUATIONS CONSECUTIVES À UNE CATASTROPHE ET OU À UN CONFLIT – Le Comité préparera un rapport étayé par des recherches sur les meilleures pratiques et les principaux défis en matière de promotion et de protection des droits de l'homme dans des situations consécutives à une catastrophe ou à un conflit, en mettant l'accent sur l'intégration des droits de l'homme dans les opérations de secours, de relèvement et de reconstruction (rapport intérimaire et rapport final à présenter respectivement en juin 2014 et en mars 2015).

COOPÉRATION INTERNATIONALE – En mars 2012, le Comité a présenté au Conseil une étude sur le renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. En juin 2013, le Conseil a confié au Comité le soin de préparer une étude plus ciblée et plus approfondie sur les moyens de renforcer la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme (rapport intérimaire à présenter en juin 2014).

CORRUPTION – Le Comité préparera un rapport étayé par des recherches sur la question des effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme, et fera des recommandations quant à la manière dont le Conseil et ses organes subsidiaires devraient examiner cette question (à présenter en juin 2014).



PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME PAR LE SPORT ET L'IDÉAL OLYMPIQUE

– Le Comité préparera une étude sur les possibilités d'utiliser le sport et l'idéal olympique pour promouvoir les droits de l'homme pour tous et renforcer le respect universel, en gardant à l'esprit à la fois la valeur des principes pertinents consacrés par la Charte olympique et la valeur d'exemple du sport (rapport intérimaire à présenter en septembre 2014).

GOVERNEMENT LOCAL ET DROITS DE L'HOMME

– Le Comité préparera un rapport étayé par des recherches sur le rôle des collectivités locales dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris l'intégration transversale des droits de l'homme dans l'administration et les services publics locaux, en vue de recenser les meilleures pratiques et les principales difficultés (rapport intérimaire à présenter en septembre 2014).

DROITS DE L'HOMME ET MESURES COERCITIVES UNILATÉRALES

– Le Comité préparera un rapport étayé par des recherches comportant des recommandations concernant un mécanisme visant à évaluer les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme et à promouvoir le principe de responsabilité (rapport intérimaire à présenter en mars 2015).

PRÉVENTION DES AGRESSIONS CONTRE LES PERSONNES ATTEINTES D'ALBINISME

– Le Comité préparera une étude sur la situation des personnes atteintes d'albinisme en matière de droits de l'homme (rapport qui sera présenté en mars 2015).

ÉDUCATION ET FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME

– Le Comité a élaboré et présenté au Conseil en 2010 un projet de déclaration sur lequel se fonde la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale en décembre 2011.



DROIT À L'ALIMENTATION – Dans le cadre de son travail sur le droit à l'alimentation, le Comité a entrepris un certain nombre d'études :

- une étude sur la discrimination dans le contexte du droit à l'alimentation (A/HRC/16/40) ;
- une étude sur les moyens de promouvoir davantage les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans des zones rurales (A/HRC/19/75) ;
- une étude sur le lien entre malnutrition sévère et maladies infantiles chez l'enfant atteint par exemple de noma (A/HRC/19/73) ;
- une étude sur les populations urbaines défavorisées et l'exercice de leur droit à l'alimentation (A/HRC/22/61) ; et
- une étude sur les femmes rurales et l'exercice de leur droit à l'alimentation (A/HRC/22/72).

En septembre 2012, le Conseil a créé un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de préparer un projet de déclaration sur les droits des paysans sur la base du projet préparé par le Comité. Le groupe de travail a tenu sa première session du 15 au 19 juillet 2013. La deuxième session se tiendra du 10 au 14 novembre 2014.

DROIT À LA PAIX – En juin 2012, le Comité a présenté un projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix, à la suite de quoi le Conseil a créé un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de négocier un projet de déclaration sur la base du projet préparé par le Comité. La première session du groupe de travail s'est tenue du 18 au 21 février 2013. La deuxième session se tiendra du 30 juin au 4 juillet 2014.



PERSONNES DISPARUES – Le Comité a préparé une étude sur les meilleures pratiques concernant les personnes disparues (A/HRC/16/70).

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ENCONTRE DES PERSONNES TOUCHÉES PAR LA LÈPRE – Le Comité a élaboré un projet de principes et directives en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille (approuvés par l'Assemblée générale en décembre 2010 dans sa résolution A/RES/65/215).

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE – Le Comité a présenté au Conseil en septembre 2012 un document contribuant au processus d'élaboration d'un projet de déclaration sur les droits de l'homme et la solidarité internationale (A/HRC/21/66).

PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES PAR UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DES VALEURS TRADITIONNELLES DE L'HUMANITÉ – Le Comité a préparé une étude sur la question des valeurs traditionnelles de l'humanité (A/HRC/22/71).

PRISES D'OTAGES PERPÉTRÉES PAR DES TERRORISTES – Le Comité a préparé une étude sur la question des prises d'otages perpétrées par des terroristes aux fins de promouvoir une prise de conscience et la compréhension de cette question, en accordant une attention particulière à leurs effets sur les droits de l'homme et au rôle de la coopération régionale et internationale dans ce domaine (A/HRC/24/47).

MODALITÉS ET MÉTHODES DE TRAVAIL

PRÉPARATION D'ÉTUDES ET DE RAPPORTS –

Pour produire ses rapports et études, le Comité constitue généralement des groupes de rédaction composés de quatre à cinq de ses membres qui travaillent en étroite collaboration pour préparer ces documents. Les études et rapports sont ensuite soumis au Comité réuni en séance plénière pour des cycles successifs de discussion et de révision. Les groupes de rédaction présentent normalement un rapport préliminaire et un rapport d'étape avant de soumettre l'étude ou le rapport final au Conseil.

INTERACTION AVEC DIVERSES PARTIES PRENANTES –

Pendant la préparation de ses études et rapports, le Comité recueille des observations par le biais de questionnaires remis par un large éventail de parties prenantes, notamment les États membres, les organisations internationales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations non-gouvernementales (ONG).

Les États, les ONG dotées d'un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) et les institutions nationales de défense des droits de l'homme participent également aux travaux du Comité lors de ses sessions à Genève.

RAPPORT ANNUEL ET DIALOGUE INTERACTIF –

Le Président du Comité présente le rapport annuel du Comité au Conseil à sa session de septembre. Suit un dialogue interactif avec les États et les ONG ayant statut consultatif auprès de l'ECOSOC.

COMPOSITION¹ DU COMITÉ CONSULTATIF

MANDAT ARRIVANT À EXPIRATION EN

SAEED MOHAMED AL FAIHANI (Bahreïn)	2015
LAURENCE BOISSON DE CHAZOURNES (France)	2014
MARIO LUIS CORIOLANO (Argentine)	2015
HODA ELSADDA (Égypte)	2016
LATIF HÜSEYNOV (Azerbaïdjan)	2014
ALFRED NTUNDUGURU KAROKORA (Ouganda)	2016
MIKHAIL LEBEDEV (Fédération de Russie)	2016
KAORU OBATA (Japon)	2016
OBIORA CHINEDU OKAFOR (Nigéria)	2014
KATHARINA PABEL (Autriche)	2015
ANANTONIA REYES PRADO (Guatemala)	2014
CECILIA RACHEL V. QUISUMBING (Philippines)	2014
DHEERUJLALL SEETULSINGH (Maurice)	2014
AHMER BILAL SOOFI (Pakistan)	2014
IMERU TAMRAT YIGEZU (Éthiopie)	2015
YISHAN ZHANG (Chine)	2016
JEAN ZIEGLER (Suisse)	2016

¹ Le poste d'un membre du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes demeure vacant.





NATIONS UNIES



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT

**HAUT-COMMISSARIAT
DES NATIONS UNIES
AUX DROITS DE L'HOMME**

Palais des Nations
CH 1211 Genève 10
Suisse

Tél. : + 41 (0)22 917 9000

Fax : + 41 (0)22 917 9011

HRCAdvisoryCommittee@ohchr.org

**[http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/
HRC/AdvisoryCommittee/](http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/AdvisoryCommittee/)**